

Débat d'orientation budgétaire

2026

Le **débat d'orientation budgétaire** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Objectifs du DOB

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

Délai :

- 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions
- 2 mois pour les autres collectivités et établissements

Dispositions légales : contexte juridique ordinaire

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L.5622-3 du CGCT). L'année de création d'un EPCI, le DOB n'est pas obligatoire.

En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale (CAA Marseille, 19/10/1999, « Commune de Port-la-Nouvelle »).

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité (TA Versailles 28/12/1993, commune de Fontenay-le-Fleury; TA Montpellier 11/10/1995, M. Bard c/ commune de Bédarieux; TA Lyon 07/01/1997, Devolfe; TA Paris 04/07/1997, M Kaltenbach; TA Montpellier 05/11/1997, préfet de l'Hérault c/ syndicat pour la gestion du collège de Florensac).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget (T.A. de Versailles – 16 mars 2001 – M Lafond c/commune de Lisses).

I. Un contexte général complexe et incertain

Naviguer en 2026 : Un Cadre Stratégique pour le Budget Communal face aux Nouveaux Risques Mondiaux

AR Prefecture
03 43 23 12 21 2026 23 02 05 1018
Reçu le 26/02/2026

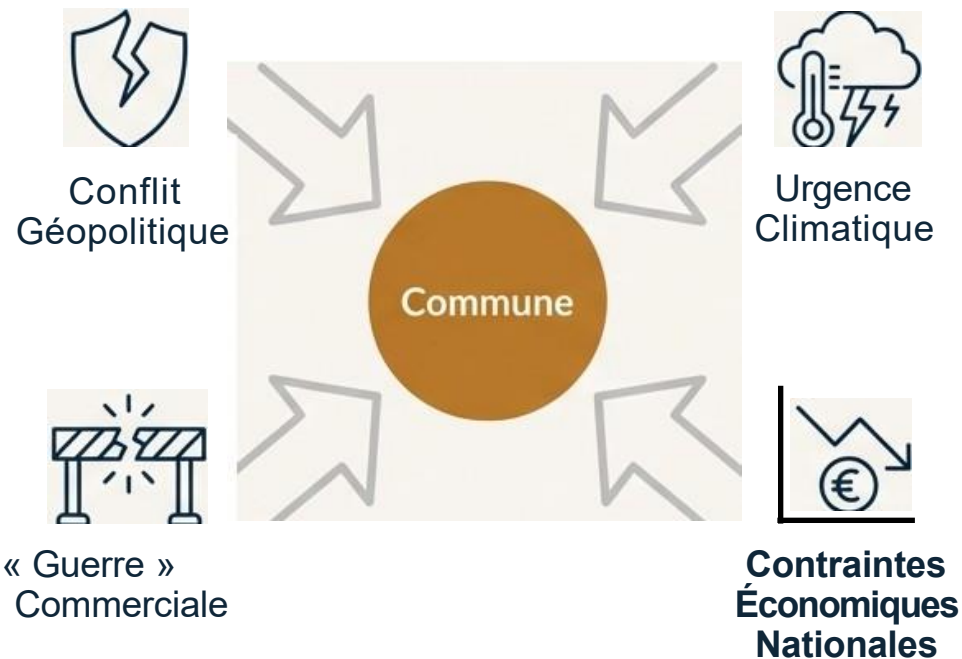
Analyse des chocs externes et implications pour notre collectivité.



Une Convergence de Crises Exige une Réponse Stratégique

L'année 2025 est marquée par une accumulation de chocs externes sans précédent. De la guerre en Europe aux tensions commerciales, en passant par l'urgence climatique et une situation économique nationale contrainte, notre environnement est devenu profondément instable. Pour y faire face, le budget de notre commune doit s'articuler autour de trois piliers fondamentaux.

Les Chocs Externes



Notre Cadre de Réponse



Résilience

Préparer nos services et infrastructures aux chocs.



Solidarité

Protéger nos concitoyens les plus vulnérables.



Anticipation

Investir pour notre souveraineté et notre avenir.

Le Premier Choc : La Fin de la Paix en Europe

Depuis 2022, la **guerre en Ukraine** a mis fin à des décennies de paix sur le continent, créant une nouvelle réalité géopolitique.

En 2025, la France et l'Europe se **préparent à un monde où le conflit n'est plus une hypothèse lointaine.**

La Revue nationale stratégique 2025 souligne la nécessité de redéfinir notre stratégie de défense, en intégrant la **résilience collective** et la préparation citoyenne.



Un Nouvel Ordre Mondial aux Equilibres Précaires

Cette nouvelle ère géopolitique force l'Europe à redéfinir sa place. Si la coopération en matière de défense et d'énergie se renforce, des fragilités majeures demeurent.



Coopération UE renforcée

Défense et approvisionnement énergétique.



Désengagement progressif des Etats-Unis

Moins de garanties sécuritaires traditionnelles.



Montée des puissances moyennes

Inde, Turquie, Arabie saoudite : refus d'isoler la Russie, créant un environnement économique et diplomatique multipolaire.

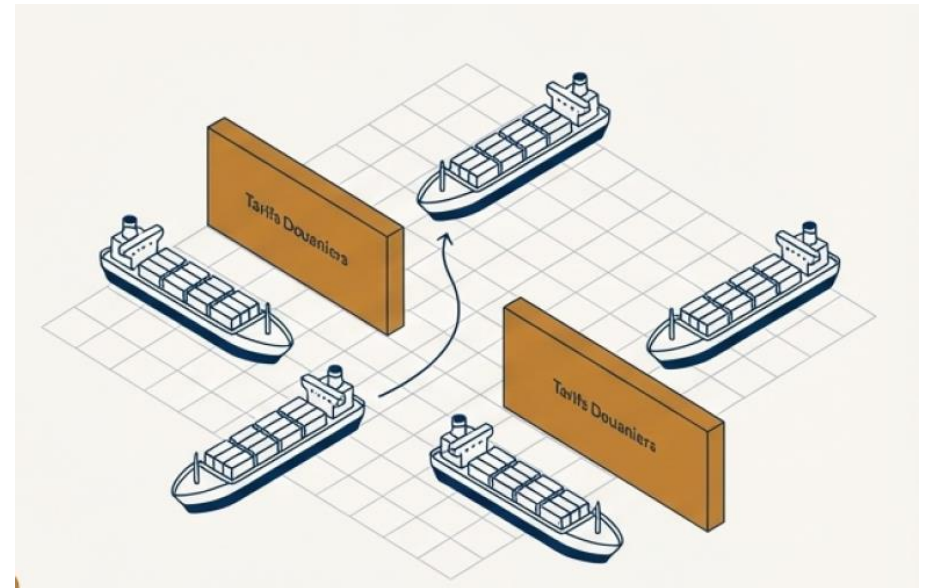
L'Europe, et donc la France, navigue dans un monde plus fragmenté et moins prévisible.

Source: institutmontaigne.org

Le Deuxième Choc: La Fragmentation du Commerce Mondial

Les tensions géopolitiques se traduisent directement par une guerre commerciale. En 2025, la montée du **protectionnisme**, notamment américain, menace les fondements de l'économie d'exportation européenne. Les **barrières douanières** ne sont plus seulement des outils économiques, mais des armes géopolitiques.

L'Europe est directement touchée par des tarifs douaniers supplémentaires sur les **voitures** et les **machines**, menaçant son excédent commercial.



L'impact Direct sur l'Économie Française: Un Coût Chiffré

La politique protectionniste américaine a des conséquences immédiates et mesurables pour la France.
l'Insee et la Direction du Trésor ont déjà revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2025.

- 0,5 points de PIB

en cas d'une hausse de 20% des tarifs douaniers.

Conséquence pour les entreprises: Une hausse significative des **défaillances d'entreprises** est à prévoir, soulignant l'urgence de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement.

Le Troisième Choc : L'Urgence Climatique et ses Coûts Exorbitants

Au-delà des crises géopolitiques et commerciales, la crise climatique impose une pression financière et sociale croissante. Les catastrophes naturelles ne sont plus des événements exceptionnels, mais une nouvelle norme coûteuse.

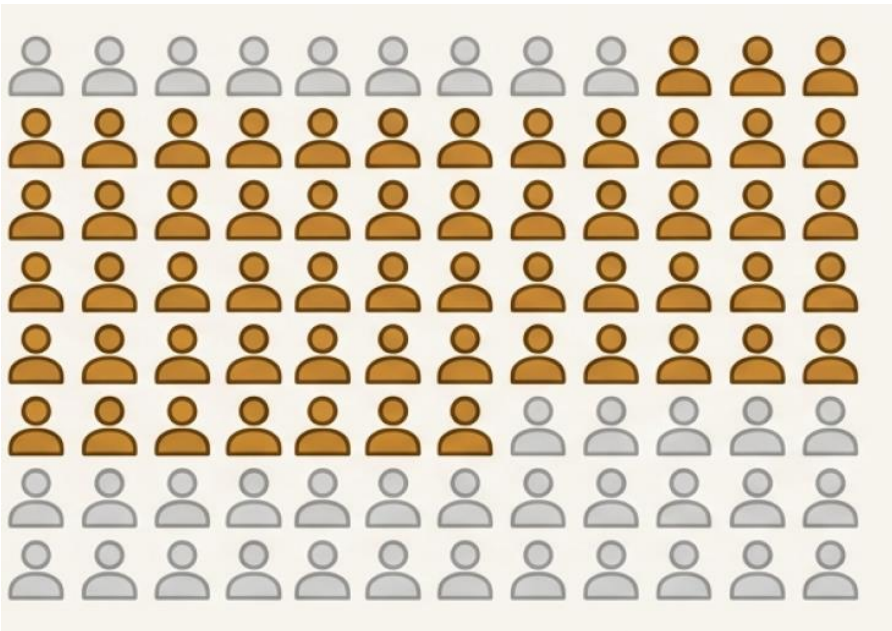
Projection

Ce chiffre pourrait atteindre **126 milliards d'euros d'ici 2029** en incluant les impacts indirects.



Un Facteur d'Inégalité: 62% des Français Fortement Exposés

Les risques climatiques ne sont pas neutres; ils aggravent les inégalités économiques et sociales existantes. Une part majoritaire de notre population est aujourd'hui en première ligne.



62% de la population française **est exposée de façon forte** aux risques climatiques.



Des régions comme **Auvergne-Rhône-Alpes** sont particulièrement touchées, avec des impacts directs sur des secteurs clés comme le tourisme, l'agriculture et la durabilité des infrastructures.

L'adaptation et la transition sont des impératifs, mais leur coût (estimé entre 1% et 10% du PIB d'ici la fin du siècle) pèse lourdement sur la cohésion sociale et les finances publiques.

Le Quatrième Choc : Un Contexte Économique National sous Haute Tension

La convergence de ces chocs externes frappe une économie française déjà fragilisée, limitant drastiquement les marges de manœuvre de l'Etat.

Pouvoir d'Achat Sous Pression

0,90 %
d'inflation en 2025

L'inflation est redescendue, mais la consommation reste faible en raison des prix de l'énergie et de la fiscalité.

Dettes Publiques Record

115 %
du PIB

La dette dépasse un niveau historiquement élevé qui contraint toute nouvelle dépense.

Déficit Public Persistant

> 5 %
du PIB en 2025

Le déficit est attendu bien au-dessus de l'objectif européen de 3 %.

La gestion rigoureuse de la dépense publique est une obligation, dans un contexte de ralentissement économique et de montée du chômage.

De la Scène Mondiale à l'Action Locale : Quel Levier pour Notre Commune?



Le tableau global et national est clair: nous entrons dans une ère de chocs multiples et d'incertitude durable. L'échelon national étant sous contrainte, l'échelon local devient le premier rempart pour protéger nos concitoyens et préparer l'avenir.

Un Budget 2026 Articulé autour de Trois Piliers Stratégiques

Notre réponse doit être structurée, cohérente et ambitieuse. Nous proposons un cadre budgétaire fondé sur trois principes directeurs indissociables.



RÉSILIENCE

Objectif: Préparer la commune aux chocs extérieurs.

Actions Clés :

- Sécurisation des approvisionnements(énergie, alimentaire)
- Adaptation des infrastructures aux risques climatiques
- Renforcement de la protection civile



SOLIDARITÉ

Objectif: Renforcer la cohésion sociale face aux crises.

Actions Clés :

- Dispositifs d'aide ciblés pour les ménages les plus vulnérables
- Lutte contre la précarité climatique
- Soutien au tissu associatif



ANTICIPATION

Objectif: Investir pour construire la souveraineté et la durabilité de demain.

Actions Clés :

- Accélération de la transition écologique
- Développement des circuits courts
- Planification urbaine adaptative

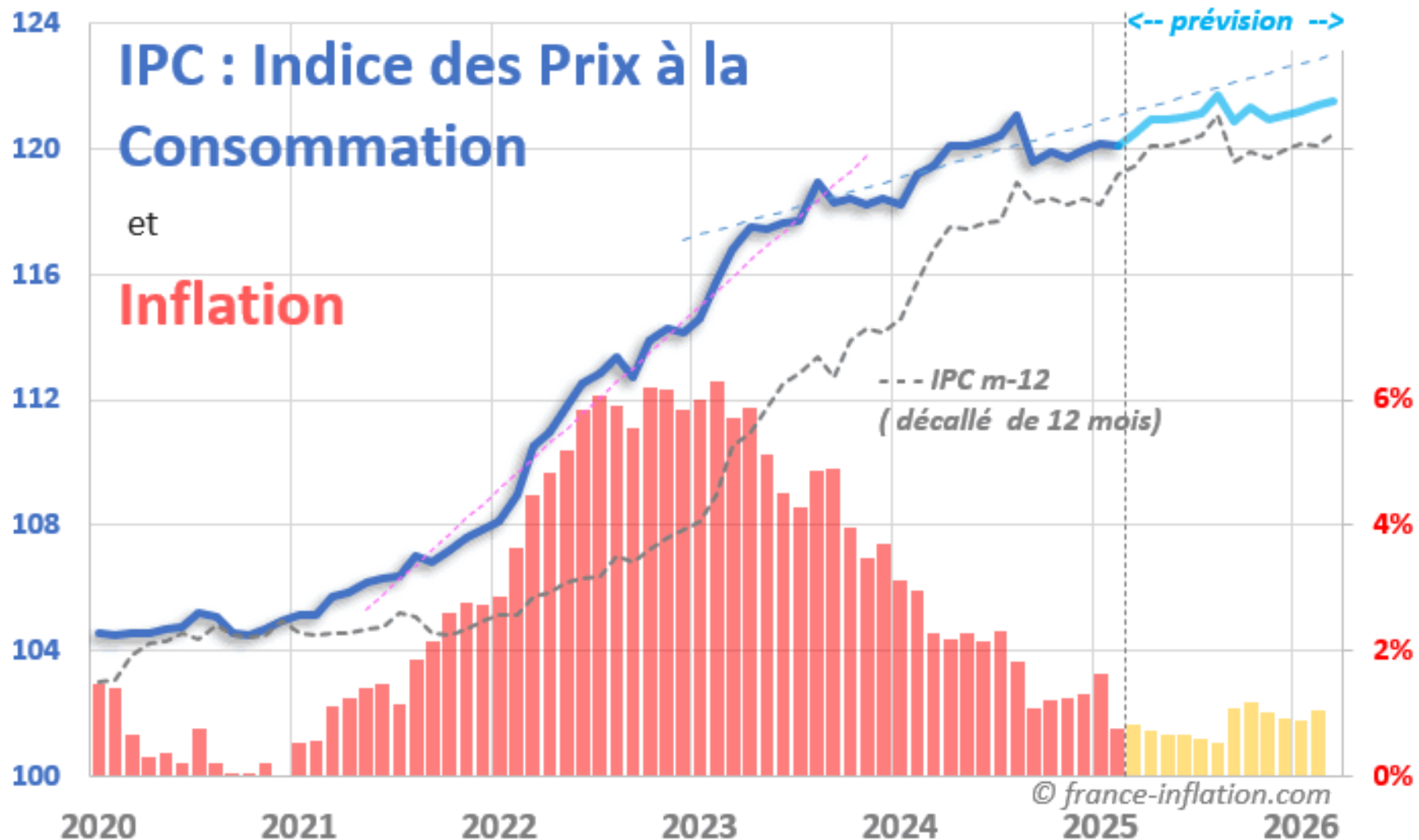
Bâtir Notre Avenir dans un Monde Incertain



Le débat budgétaire de 2026 n'est pas seulement une question de chiffres. C'est le moment de poser les fondations d'une commune capable de traverser les tempêtes annoncées. En adoptant un cadre budgétaire axé sur la **résilience**, la **solidarité** et **l'anticipation**, nous ne faisons pas que réagir aux crises: nous faisons le choix stratégique de protéger nos habitants et de maîtriser notre avenir.

II. Le contexte socio-économique

France : un peu moins de croissance et d'inflation en 2025 et 2026, selon la Banque de France



L'inflation augmenterait légèrement à +1,3 % en moyenne annuelle 2026.

Compte tenu de l'effort de réduction du déficit public, la contribution de la demande publique à la croissance serait nulle. L'inflation augmenterait légèrement à +1,3 % en moyenne annuelle 2026. Cette hausse s'expliquerait essentiellement par une moindre baisse des prix de l'énergie, après les fortes baisses des prix de l'électricité et du pétrole intervenues en 2025. Les prix de l'alimentation accélèreraient légèrement, répercutant avec retard la hausse des prix de production alimentaires et industriels. Inversement, les prix des services poursuivraient leur ralentissement. Les prix des produits manufacturés évolueraient au même rythme que l'année précédente.

COEFFICIENT DE RÉVISION DES VALEURS LOCATIVES

POUR 2026 – INDICE DÉFINITIF



Indice des prix à la consommation

	2024	2025	Evolution
Janvier	121,20	123,42	1,83%
Février	122,35	123,49	0,93%
Mars	122,65	123,73	0,88%
Avril	123,41	124,55	0,92%
Mai	123,59	124,32	0,59%
Juin	123,78	124,85	0,86%
Juillet	124,03	125,20	0,94%
Août	124,77	125,80	0,83%
Septembre	123,15	124,47	1,07%
Octobre	123,54	124,58	0,84%
Novembre	123,36	124,33	0,79%
Décembre	123,62		

Source : INSEE

L'INSEE a publié l'indice révisé d'évolution des prix à la consommation (inflation).

Ce coefficient s'applique aux locaux d'habitation, industriels et des autres locaux à l'exception des locaux professionnels, sont revalorisées par le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives.

Pour 2026, le coefficient de revalorisation s'établit à +0,79%

II. Dynamique démographique

Bilan Démographique de la France 2024

Cette infographie résume les principales statistiques démographiques pour la France en 2024, publiées par l'Insee. Elle met en lumière une fécondité en baisse continue face à une espérance de vie qui se stabilise à un niveau record et des tendances opposées pour les mariages et les Pacs.

Population et Naissances : Une Croissance Ralentie



68,6 millions
d'habitants au
1er janvier 2025

La population française a connu
une croissance de +0,25% en un an.



**La fécondité atteint
son plus bas niveau
depuis 1919**

L'indicateur s'établit à 1,62 enfant
par femme.



663 000
naissances en 2024

Ce chiffre représente une baisse
de 2,2% par rapport à 2023.

Espérance de Vie et Unions : Tendances Contrastées



**L'espérance de vie
se stabilise à un niveau
record**



Elle est de **85,8 ans**
pour les femmes
et



Elle est de **85,8 ans**
et **80,0 ans** pour
les hommes.



646 000 décès
enregistrés en 2024

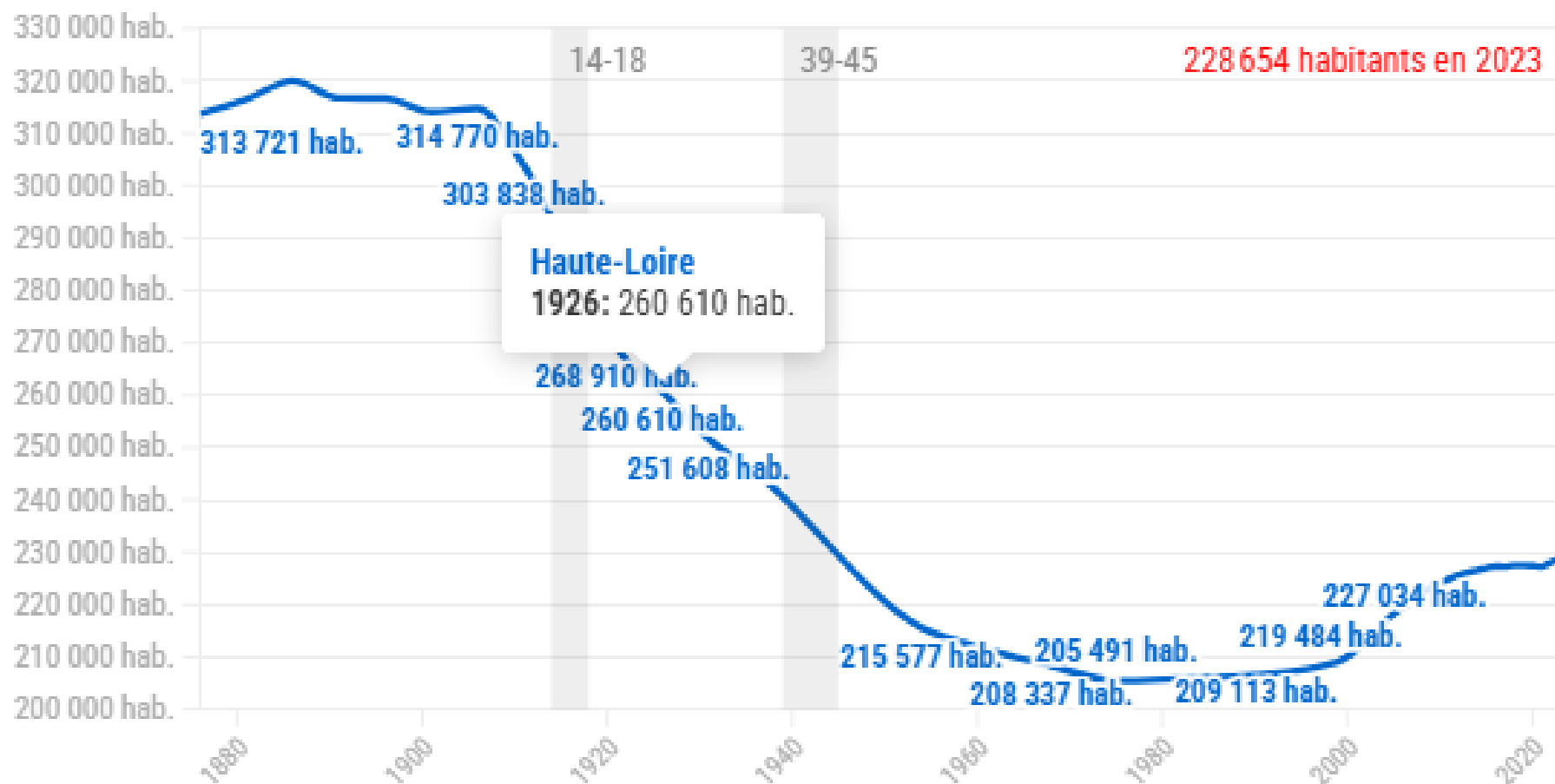
Cela correspond à une
augmentation de +1,1% par
rapport à 2023.



**Mariages en hausse,
Pacs en baisse**

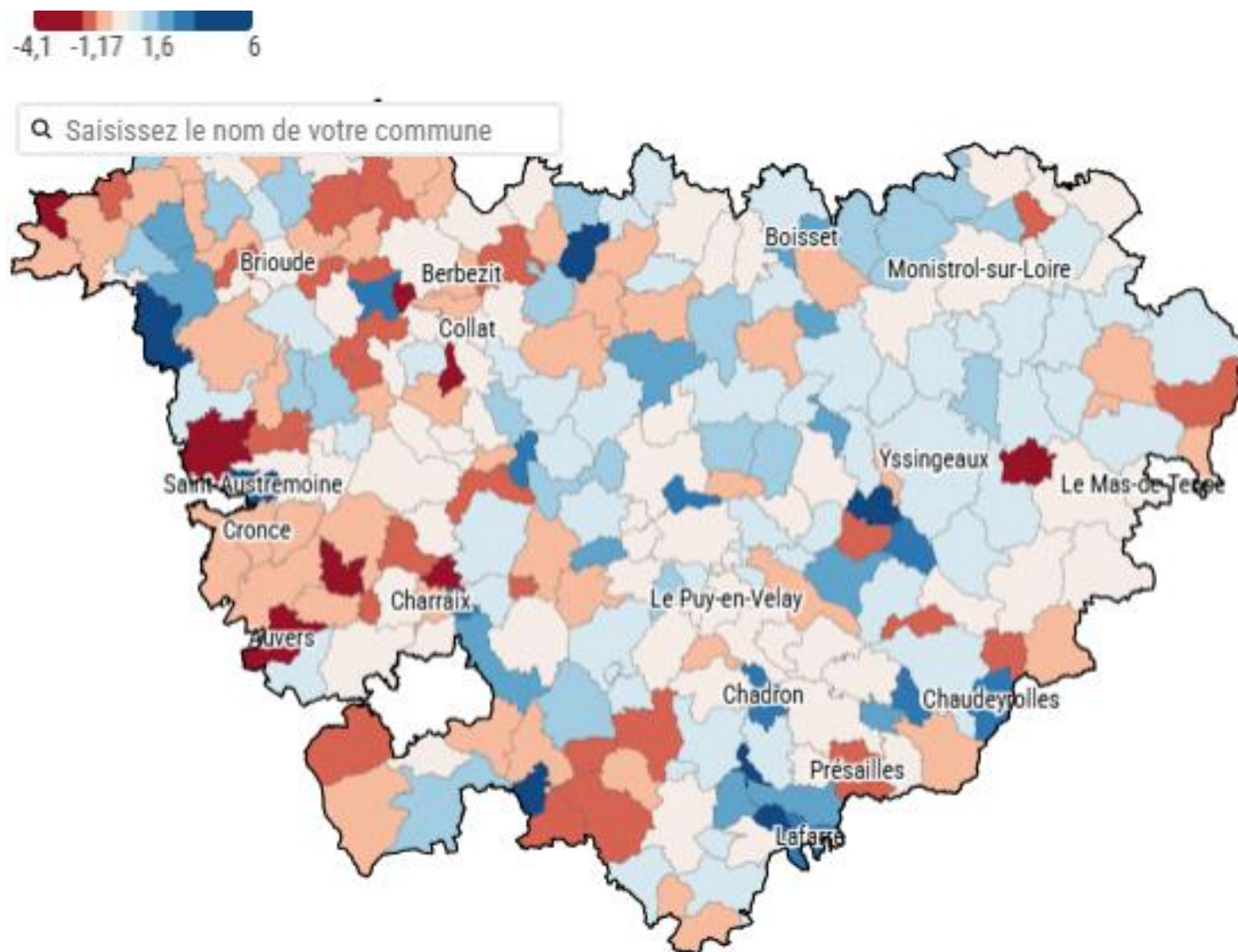
+2% de mariages en 2024,
mais -3% de Pacs en 2023.

Quelle évolution pour la population de votre département ?



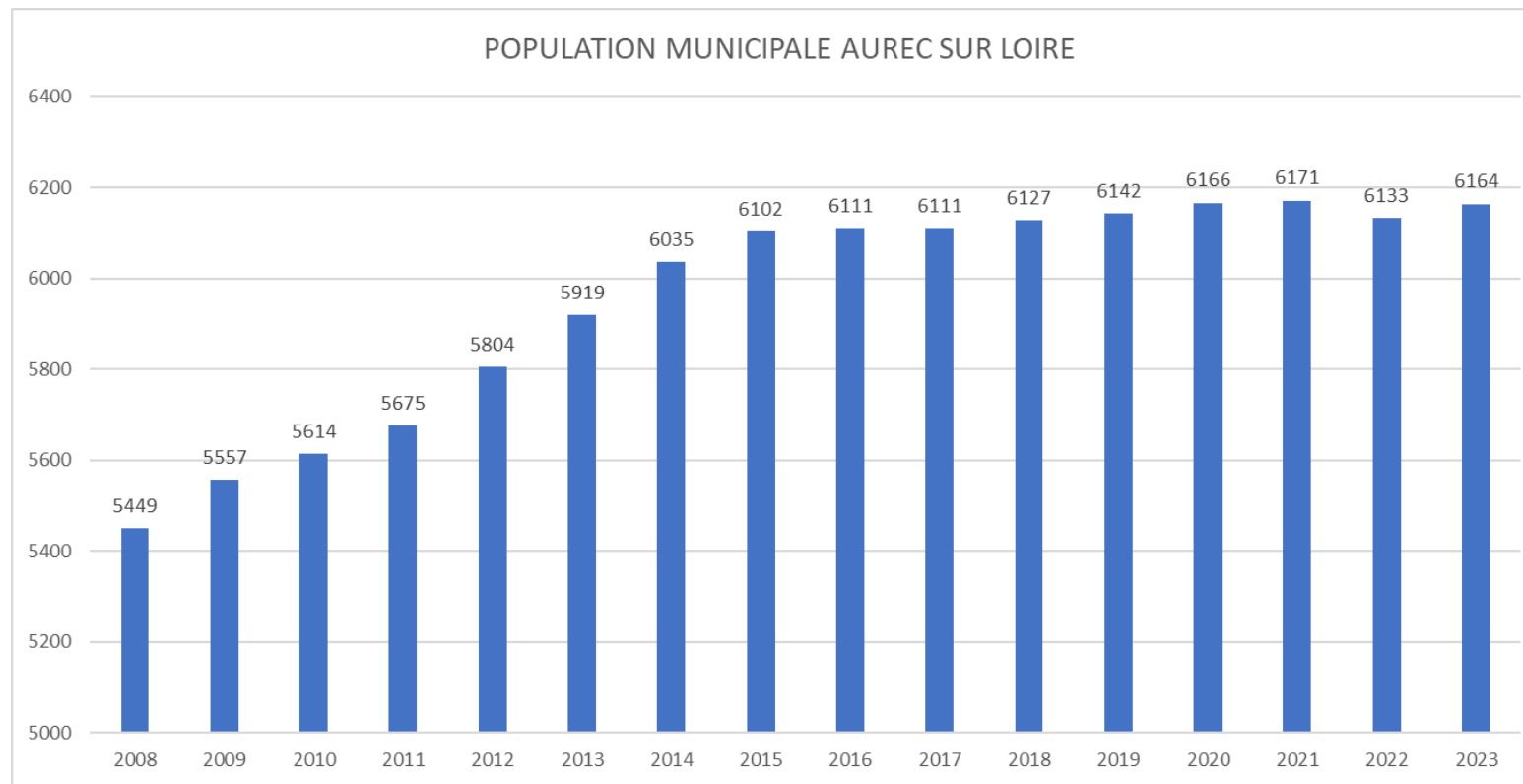
Source : Insee - Recensement de la population

Et Aurec sur Loire ?

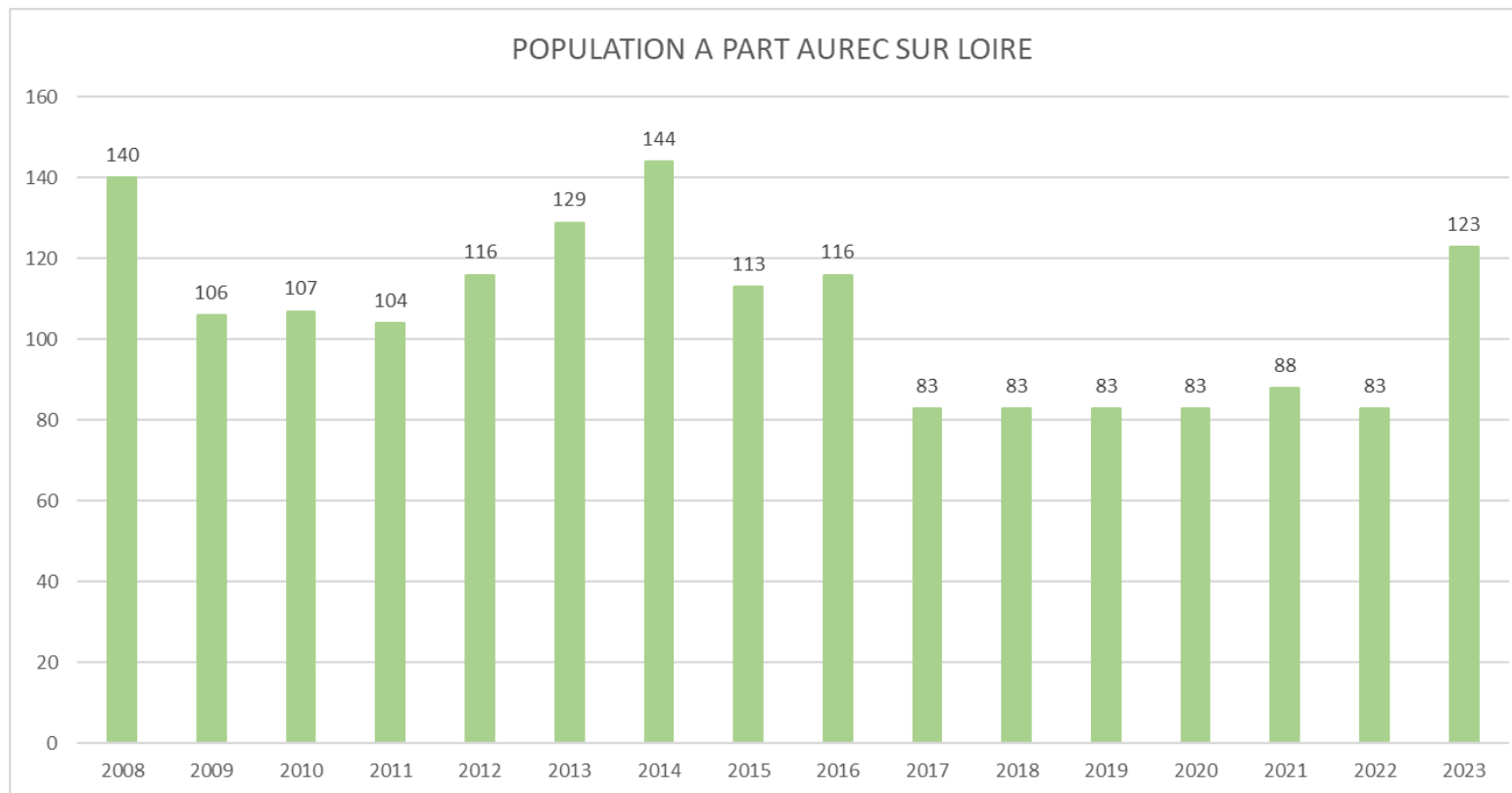


Sources : Insee - Recensement de la population

Suite au recensement de la commune en 2025



Suite au recensement de la commune en 2025



III. Les finances de la commune

(Données DGFIP)

Aurec: Analyse Financière



17 ans sans augmentation d'impôts: notre engagement pour votre pouvoir d'achat.

17 ANS

Un choix politique fort, maintenu depuis 2009. Notre gestion rigoureuse protège les habitants tout en permettant de développer la commune.
C'est la preuve qu'une autre gestion est possible.



Une gestion saine aujourd'hui pour financer les projets de demain.

Notre solidité financière nous donne les moyens d'investir de manière ambitieuse et responsable pour l'avenir d'Aurec.

Transition Écologique



Exemple : **1,5 M€** de dette verte pour financer des projets durables dès 2025.

Nouveaux Équipements



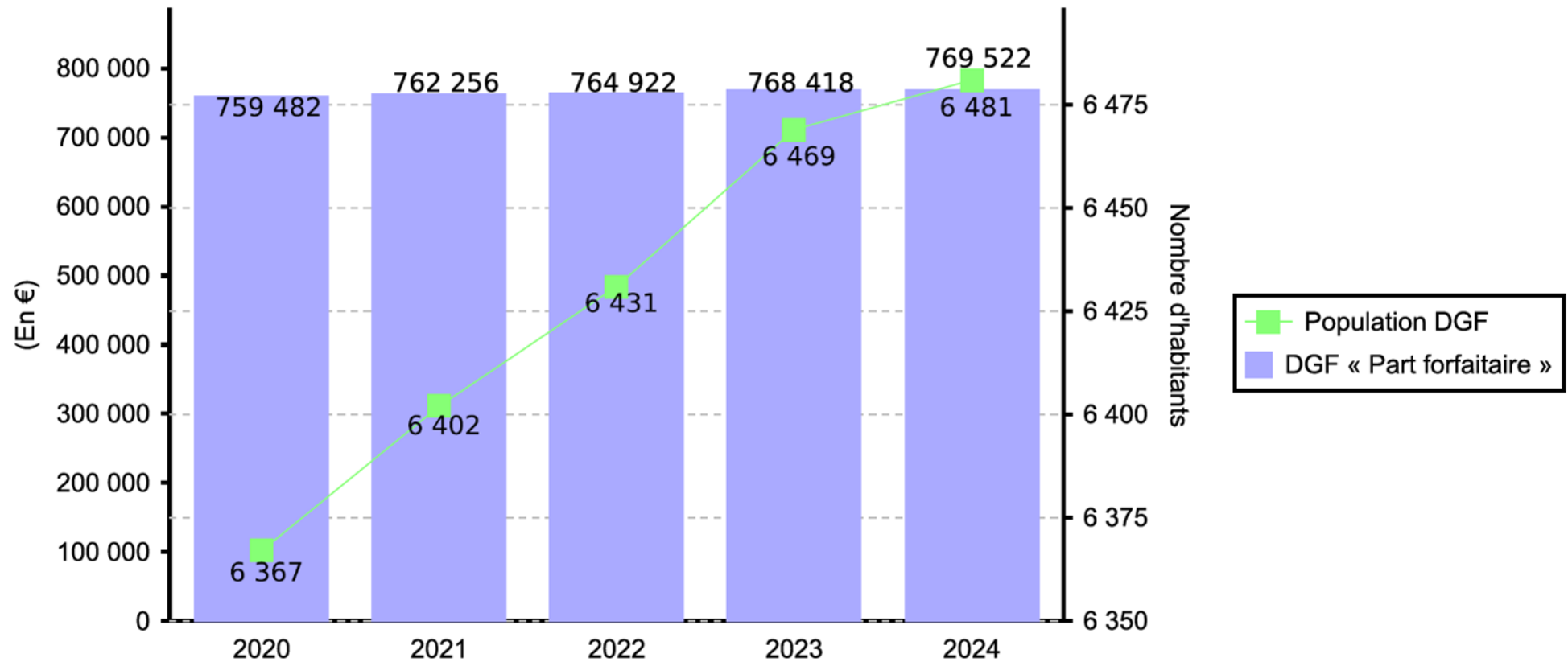
Exemple : Projets structurants pour améliorer le cadre de vie et les services.

Résilience et Autonomie

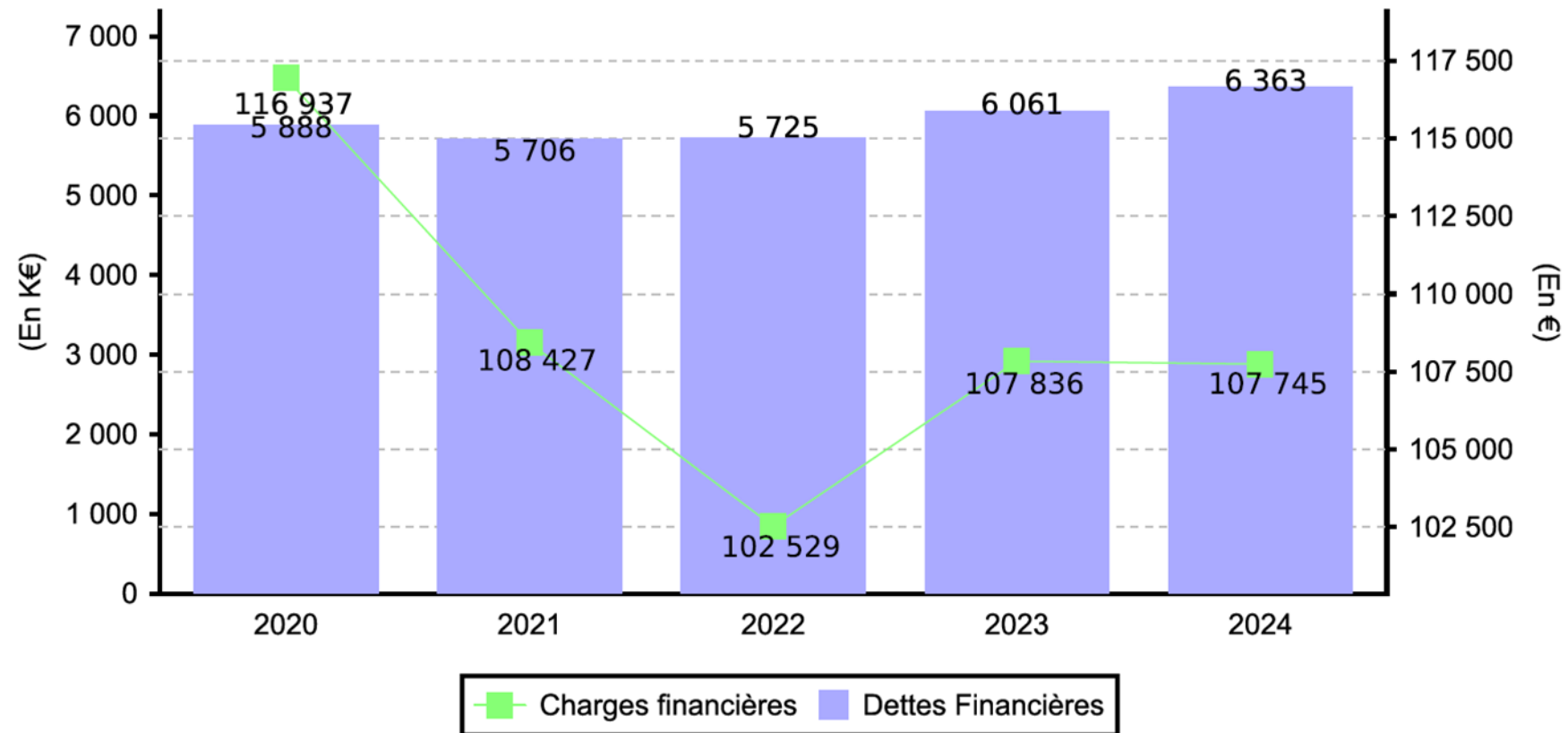


Exemple : Capacité renforcée à faire face aux imprévus (ex : crue) sans impacter les finances.

Évolution de la DGF « Part forfaitaire » et de la population DGF



Évolution des dettes et des charges financières



REPERES

2024

<i>En €/hab</i>	Commune	Montant en € par hab pour la strate de référence		
		Département	Région	National
Produits réels de fonctionnement	992	1 186	1 271	1 309
Charges réelles de fonctionnement	774	922	1 042	1 098

Recettes de Fonctionnement

REPERES

2024		Montant en € par hab pour la strate de référence		
<i>En €/hab</i>	Commune	Département	Région	National
Ressources Fiscales	544	723	862	875
Dotations et participations	336	307	241	281
Ventes et autres produits courants non financiers	111	153	162	148
Produits réels financiers	0	0	4	3
Produits réels exceptionnels	0	3	1	2

Strate de référence :

Population : 6259

Régime fiscal : FPU : Communes de 5 000 à 10 000 habitants

Dépenses de Fonctionnement

REPERES

2024 <i>En €/hab</i>	Commune	Montant en € par hab pour la strate de référence		
		Département	Région	National
Charges générales	289	303	318	319
Charges de personnel	256	454	567	627
Charges de gestion courante	212	139	133	131
Charges réelles financières	17	26	22	20
Charges réelles exceptionnelles	0	1	2	1

Strate de référence :

Population : 6259

Régime fiscal : FPU : Communes de 5 000 à 10 000 habitants

Performance Financière 2025 : Croissance et Équilibre

Un équilibre solide entre recettes et dépenses, générant une croissance nette significative par rapport à 2024.



➤ Masse salariale

Ratio Positif	Inférieur à 40 %
Ratio Moyen	Entre 41 et 59 %
Ratio Risqué	Plus de 60 %

			2020	2021	2022	2023	2024
Budget charges réelles			3 518 835,16 €	3 767 882,12 €	4 454 367,13 €	4 691 898,45 €	4 845 038,77 €
Massse salariale réalisée			1 390 748,74 €	1 454 269,98 €	1 603 555,98 €	1 711 415,92 €	1 682 940,86 €
%/fonctionnement réalisé			40%	39%	36%	36%	35%

➤ Capacité de désendettement

Capacité positive	Entre 7 et 9 ans
Capacité moyenne	Entre 10 et 12 ans
Capacité dangereuse	Supérieur à 12 ans

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
CAPACITE D AUTOFINANCEMENT BRUTE (CAF BRUTE)	1 054 858,47 €	1 211 110,38 €	1 594 077,10 €	1 510 621,97 €	1 579 793,94 €	1 646 149,20 €	1 361 642,80 €
ID-1641	652 477,94 €	630 452,70 €	669 431,05 €	681 929,46 €	697 190,59 €	702 496,25 €	705 681,86 €
CAPACITE D AUTOFINANCEMENT NETTE (CAF NETTE)	402 380,53 €	580 657,68 €	924 646,05 €	828 692,51 €	882 603,35 €	943 652,95 €	655 960,94 €
INTERET ANNUELS DETTE	140 031,71 €	129 515,34 €	117 313,38 €	110 772,77 €	104 667,92 €	109 551,80 €	105 288,67 €
EPARGNE NETTE	914 826,76 €	1 081 595,04 €	1 476 763,72 €	1 399 849,20 €	1 475 126,02 €	1 536 597,40 €	1 256 354,13 €
DETTES FINANCIERES (CAPITAL RESTANT DU)	5 387 471,92 €	5 907 019,22 €	5 887 588,17 €	5 705 658,74 €	5 725 468,15 €	6 060 852,90 €	6 362 711,04 €
CAPACITE DE DESENETTEMENT (ENCOURS/CAF BRUTE) en année	5,11	4,88	3,69	3,78	3,62	3,68	4,67

DOB 2026



Merci